

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

DISCOURS

DE

SON EXCELLENCE MONSIEUR RAYMOND TSHIBANDA N'TUNGAMULONGO,
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET
DE LA FRANCOPHONIE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

À LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES

SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

RIO DE JANEIRO, le 21 juin 2012

Monsieur le Président,

**Excellences Mesdames et Messieurs les chefs d'Etats et de
Gouvernement,**

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, avant toute chose, de m'acquitter d'un agréable devoir, celui de remercier le peuple et le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil pour l'accueil combien chaleureux dont ma délégation et moi-même avons bénéficié depuis notre arrivée à Rio de Janeiro, cette belle et historique ville du développement durable.

J'adresse également mes remerciements à l'Organisation des Nations Unies, particulièrement au Secrétariat Exécutif de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable, pour son implication dans le processus de négociation et pour la parfaite organisation des présentes assises.

Dans le même ordre d'idées, je voudrais également rendre hommage aux co-facilitateurs, les Représentants Permanents d'Antigua-et-Barbuda et de la République de Corée auprès des Nations Unies, pour leurs inlassables efforts afin de parvenir à un texte acceptable par tous.

Je voudrais par ailleurs m'associer aux déclarations faites par l'Algérie, la République du Congo ainsi que le Népal au nom

respectivement du G77+ la Chine, de l'Afrique et des Pays les Moins Avancés.

Je voudrais enfin vous féliciter ainsi que les autres membres du Bureau pour votre élection, et pour la façon dont vous dirigez nos discussions.

Monsieur le Président,

20 ans après la première Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable, nous sommes réunis ce jour pour évaluer l'état de l'environnement, renouveler nos engagements et décider ensemble de l'avenir que nous voulons, dans une action commune qui place l'homme au cœur du développement durable.

Force est de constater que la plupart des engagements pris par la communauté internationale depuis 20 ans n'ont pas été respectés. Il en est ainsi de la promesse, par les pays du Nord, de consacrer 0,7% de leur PIB à l'aide au développement.

Il en est de même de la négociation d'une convention internationale sur les forêts qui n'a jamais abouti alors que les systèmes écologiques forestiers fournissent des services environnementaux essentiels pour toute l'humanité et interviennent dans la régulation du climat.

Au regard des enjeux, notre obligation commune est cependant de persévérer dans la construction, ensemble, d'une économie verte inclusive, capable de sortir les hommes de la pauvreté tout en préservant l'environnement mondial, garantissant ainsi l'avenir de l'humanité.

Monsieur le Président,

L'avènement de cette nouvelle économie exige un changement de perspective et de comportements à tous les niveaux : décideurs, administrés, producteurs, consommateurs et surtout la jeunesse, dirigeants de la prochaine génération.

Pour y parvenir il faut que l'Organisation des Nations Unies joue pleinement son rôle et qu'elle entraîne tous les acteurs impliqués à s'acquitter de leurs obligations.

Obligation de produire de manière éthique ; mais aussi obligation de consommer de manière responsable.

Ce changement d'attitude est vital car, pour paraphraser le Mahatma Gandhi, « La Terre fournit assez pour subvenir aux besoins de tous, mais non à la cupidité de tous. »

Nous sommes aujourd'hui près de 7 milliards à habiter une planète que nous devons préserver par une action collective, urgente, impérieuse et ambitieuse.

Les défis sont énormes. Conserver la biodiversité, garantir la sécurité alimentaire, atténuer les changements climatiques et s'adapter à ceux-ci, prévenir les catastrophes naturelles et la dégradation des terres ; bref, rendre possible l'aspiration universelle au développement durable et ce dans le respect de la diversité culturelle, tel que recommandé par le Forum de Lyon, organisé en février dernier par la Francophonie dans le cadre de la préparation de cette conférence.

Il ne saurait en effet y avoir d'approche unique pour relever ces innombrables défis. Chaque facette locale du patrimoine culturel de l'humanité recèle une partie de la solution pour la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement autant que des Objectifs du Développement Durable. C'est tout le sens du principe, plus que jamais pertinent, de responsabilités communes mais différenciées.

Monsieur le Président,

Pour éliminer la pauvreté dans la perspective d'une économie verte qui nous rassemble aujourd'hui, les efforts menés par nos pays pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement doivent être soutenus par la concrétisation des promesses d'appui financier.

Dans le cas particulier des Pays les Moins Avancés cela doit être fait en prenant en compte leur vulnérabilité économique

et leur handicap structurel, notamment en leur accordant des mesures de préférences commerciales, en augmentant le niveau de l'aide publique au développement qui constitue une composante essentielle du processus de développement desdits pays et en adoptant des modalités de transfert et d'échange des technologies suivant les principes de la Déclaration de Paris et du Plan d'action d'Accra sur l'efficacité de l'aide.

Cela dit, la responsabilité ultime d'améliorer les conditions de vie de nos populations incombe d'abord et avant tout à chacun de nos Etats.

Nous en sommes conscients.

C'est pourquoi, dans notre sous-région de l'Afrique centrale, nous avons mis en place un cadre dynamique de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement à travers la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), la Conférence sur les Ecosystèmes de Forêts Dense et Humide d'Afrique Centrale (CEFDHAC) et le Partenariat sur les Forêts du Bassin du Congo (PFBC).

S'agissant plus particulièrement de la République Démocratique du Congo, avec la moitié des réserves d'eau douce de l'Afrique et ses 155 millions d'hectares de forêts, représentant environ 60% des forêts du Bassin du Congo, elle a tous les atouts pour la transition vers une économie verte et le gouvernement congolais, qui prend une part active à la dynamique de préservation de l'environnement en Afrique

centrale, a inscrit les principes du développement durable dans ses politiques sectorielles.

Toutefois, les conflits armés à répétition dans nos provinces de l'Est, habitat naturel d'une riche biodiversité, sapent les efforts de tout un peuple qui lutte pour relever les défis de la faim, de la pauvreté et de la protection de l'environnement.

J'en appelle à la condamnation sans appel des seigneurs de guerre à la base de ces conflits, autant que de leurs commanditaires et soutiens.

J'en appelle aussi à ce que soient reconnus et compensés les efforts consentis par la République Démocratique du Congo et l'Afrique centrale dans son ensemble, pour la préservation des aires protégées, la conservation de la biodiversité et la gestion durable des forêts.

Monsieur le Président,

La nécessité de renforcer la gouvernance environnementale et l'urgence d'adapter les structures internationales existantes aux réalités de l'avenir que nous voulons sont évidentes. Les institutions onusiennes comme l'Ecosoc, la Commission du Développement Durable et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement doivent subir les mutations qui s'imposent, notamment en renforçant ce programme.

Elles doivent aussi être dotées de moyens suffisants pour une action plus efficace.

Ensemble, nous devons faire un pas de plus et engager un véritable partenariat pour la croissance verte, alliant préservation de la forêt, lutte contre le changement climatique et développement économique et humain solide et durable.

Dans cette perspective, nous ne pouvons faire l'économie d'un consensus sur un mécanisme international pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre; moins encore celle de la mise en place d'un mécanisme REDD+ équitable, crédible et performant.

Nous le pouvons si nous le voulons vraiment.

Je vous remercie.